

AVEC LE SNESUP, LA DETERMINATION DE TOUTE LA FSU

La FSU revendique une amélioration de la formation professionnelle et disciplinaire des enseignants du 1^{er} et 2nd degré et la reconnaissance de leur qualification par l'obtention d'un master, mais elle a fortement contesté les modalités prévues par le gouvernement pour la réforme de la formation et du recrutement des enseignants ; elle a fait clairement connaître son exigence d'un report d'un an permettant une remise à plat de celle-ci.

Elle constate que le gouvernement a été contraint de prendre partiellement en compte la force de la mobilisation des universitaires, des étudiants et des personnels du 1^{er} et du 2nd degré.

Elle acte de premières annonces sur l'année de stage et sur l'assurance qu'il n'y aura pas de baisse du nombre de postes aux concours en 2010, mais elle continue à contester le dispositif transitoire qui ne règle aucun problème de fond, ne permet aucune amélioration de la formation, est illisible pour les étudiants et contient de plus le risque de devenir définitif.

Ces évolutions restent encore loin du compte. Nombre de questions fondamentales n'ont toujours pas reçu de réponse satisfaisante et l'annonce sur les postes ne saurait entériner un état actuel de recrutements insuffisants par rapport aux besoins d'enseignement.

La FSU revendique une tout autre réforme que le dispositif aujourd'hui prévu ce qui implique l'abandon de l'actuel projet de réforme et l'ouverture de négociations afin d'obtenir une réforme conforme à ses revendications et à celles de ses syndicats nationaux. Cela nécessite que soit maintenu le principe du recrutement par concours avec un nombre de postes correspondant aux besoins. Cela implique notamment que soient discutées et revues les questions :

1. du contenu et de l'articulation des dimensions disciplinaires et professionnelles de la formation « master » ;
2. de l'articulation entre concours et masters ;
3. de la mise en place d'un réel cadrage national de la formation ;
4. du rôle et missions des IUFM ; maintien et développement de leur potentiel d'enseignement et de recherche ;
5. du développement de la recherche en éducation ;
6. d'une programmation pluriannuelle des volumes de postes au concours ;
7. de certaines disciplines de l'enseignement professionnel ;
8. du maintien d'une année de stagiaire post concours partagée entre service d'enseignement réduit et formation permettant des allers-retours entre pratique et analyse réflexive ;
9. des aides financières pour les étudiants et du pré recrutement ;
10. des précaires ;
11. d'une pré professionnalisation et d'un cadrage national des stages en M1 et M2 ;
12. d'une formation complémentaire après titularisation dans le cadre d'une entrée progressive dans le métier ;
13. du calendrier

Elle apporte son soutien aux consignes données par ses syndicats en particulier sur la non remontée des maquettes.

C'est sur ces points qu'en articulation avec ses syndicats nationaux concernés elle fera porter ses interventions auprès du gouvernement en toutes occasions et qu'elle appelle les personnels à l'action dans l'unité.

REUSSIR LA GREVE ET LES MANIFESTATIONS DU 19 MARS

Rendez-vous Ile de France – 13 h 30 à Beaubourg - Pour les autres villes, voir site FSU : www.fsu.fr

- ❖ 19 – 20 mars : participation à la mobilisation européenne contre la stratégie de Lisbonne en matière d'enseignement supérieur ;
- ❖ 23 mars : boycott de la première séance du CTPU ;
- ❖ 24 mars : jour de réunion du CTPU sur le décret enseignants-chercheurs et le décret CNU manifestation nationale « de la maternelle à l'université ».

La FSU appelle à la réussite de cette manifestation et demande à l'ensemble des personnels d'y apporter leur soutien.

Pour faciliter la participation à cette journée, elle a déposé un préavis de grève

(ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des propositions de la coordination nationale des universités de Dijon du 16 mars)